

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2000 — 3189

[C – 2000/27571]

16 NOVEMBER 2000

Besluit van de Waalse Regering betreffende de belasting op de automaten in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 december 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, L.30.066/2, gegeven op 21 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

Artikel 1. De in artikel 5, tweede lid, van het decreet van 19 november 1998 tot invoering van een belasting op de automaten in het Waalse Gewest bedoelde personeelsleden bestaan uit de inspecteur-generaal en de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN



F. 2000 — 3190

[C – 2000/27570]

**16 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement
et au contentieux en matière de taxes régionales directes**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 21, alinéa 2, remplacé par le décret du 17 décembre 1992;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales, notamment les articles 2, 4, 2°, 6, 12, 18, 25 à 27, 31, 55 et 64;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 janvier 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L.30.068/2, donné le 21 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° décret : le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes;

2° Ministre : le Ministre de la Région wallonne ayant les finances dans ses attributions;

3° receveur : le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les services et fonctionnaires visés dans les articles ci-après sont ceux du Ministère de la Région wallonne.

CHAPITRE II. — *Déclaration*

Art. 3. Les fonctionnaires visés à l'article 2 du décret, chargés de recevoir et de vérifier les déclarations sont :

1° pour l'application de la taxe sur les automates, les fonctionnaires de niveau 1 de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;

2° pour l'application des taxes sur les déchets, les fonctionnaires de niveau 1 de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets.

Art. 4. Le modèle de déclaration visé à l'article 6 du décret et relatif à la taxe sur les automates est annexé au présent arrêté.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les modèles de déclaration relatifs à la taxe sur les déchets sont ceux annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets.

Art. 5. Le service visé à l'article 6 du décret et chargé de délivrer la formule de déclaration est :

- 1° pour l'application de la taxe sur les automates, la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;
- 2° pour l'application des taxes sur les déchets, la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets.

Art. 6. Le service visé à l'article 12 du décret est :

- 1° pour l'application de la taxe sur les automates, la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;
- 2° pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, la Direction de l'Aménagement opérationnel de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme;
- 3° pour l'application de la taxe sur les logements abandonnés en Région wallonne, la Direction de la qualité de l'habitat de la Division du Logement;
- 4° pour l'application de la taxe sur les déchets, la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne les taxes sur les déchets ménagers, la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets en ce qui concerne la taxe sur les déchets non ménagers et la taxe sur les déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction.

CHAPITRE III. — *Rôles*

Art. 7. Les rôles visés à l'article 18 du décret sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie pour l'application de la taxe sur les automates.

Ils sont formés par l'inspecteur général de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés.

Ils sont formés par l'inspecteur général de la Division du Logement et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les logements abandonnés.

Ils sont formés et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie pour la taxe sur les déchets ménagers; ils sont formés par l'inspecteur général de l'Office wallon des déchets et rendus exécutoires par l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction et la taxe sur les déchets non ménagers.

Art. 8. Les impositions sont portées au rôle au nom des redevables intéressés.

Quant aux impositions établies à charge de redevables décédés, elles sont enrôlées au nom de ceux-ci, précédé du mot « Succession » et suivi éventuellement de l'indication de la personne ou des personnes qui se sont fait connaître au fonctionnaire chargé de l'établissement de la taxe comme héritier, légataire, donataire ou mandataire spécial.

L'identité de ces personnes est détaillée. Si l'un des héritiers a été formellement désigné pour représenter la succession, l'enrôlement se fait d'après la formule suivante : « Succession X ..., les héritiers représentés par ... ».

CHAPITRE IV. — *Voies de recours*

Art. 9. Le fonctionnaire chargé de statuer sur les recours visés aux articles 25 à 27 du décret est :

- 1° pour l'application de la taxe sur les automates, le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie;
- 2° pour l'application de la taxe sur les sites d'activité économique désaffectés, le directeur de la Direction de l'Aménagement opérationnel de la Division de l'Aménagement et de l'Urbanisme;
- 3° pour l'application de la taxe sur les logements abandonnés, le directeur de la Direction de la qualité de l'habitat de la Division du Logement;
- 4° pour l'application de la taxe sur les déchets, le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie en ce qui concerne la taxe sur les déchets ménagers, le directeur de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets en ce qui concerne la taxe sur les déchets non ménagers et la taxe sur les déchets ménagers sous le régime du prélèvement-sanction.

CHAPITRE V. — *Intérêts*

Art. 10. Le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie peut accorder aux conditions qu'il détermine l'exonération de tout ou partie des intérêts de retard.

CHAPITRE VI. — *Paiements et quittances*

Art. 11. La taxe est payable au receveur.

Art. 12. § 1^{er}. La taxe doit être payée au receveur au moyen :

- 1° soit d'un versement ou d'un virement effectué sur le compte courant du receveur;
- 2° soit d'un mandat de poste au profit du receveur;
- 3° soit d'un chèque certifié ou garanti, préalablement barré, tiré au profit du receveur sur une institution financière affiliée ou représentée à une chambre de compensation du pays.

§ 2. Le redevable doit indiquer sur la formule de paiement la nature de la taxe payée sur base de l'article de rôle.

§ 3. Font foi du paiement, sauf preuve contraire :

1° en ce qui concerne les versements ou les mandats de poste, les accusés de réception datés par la Poste;

2° en ce qui concerne les virements et les chèques, les extraits de compte et les annexes y relatives.

Lorsque le Ministre autorise un autre mode de paiement, il en détermine les éléments probants.

Art. 13. La taxe dont le paiement est poursuivi, à la requête du receveur, par un huissier de justice, peut, par dérogation aux articles 11 et 12, être payée entre les mains de cet huissier de justice.

Art. 14. Le paiement de la taxe produit ses effets :

1° pour les paiements effectués dans un bureau de poste, soit par versement, soit par mandat, à la date indiquée par la Poste;

2° pour les paiements effectués au moyen d'un chèque certifié ou garanti, à la date à laquelle le chèque a été reçu par le receveur;

3° pour les paiements visés à l'article 13 et les produits de saisie, à la date de remise des fonds entre les mains de l'huissier de justice;

4° pour les virements, à la date de l'extrait de compte du receveur portant crédit de paiement.

Le Ministre détermine la date à laquelle le paiement sort ses effets lorsqu'il autorise un autre mode de paiement.

Art. 15. Le redevable de différentes taxes peut, lors de chaque paiement, indiquer quelle taxe il entend acquitter.

A défaut de cette indication, les paiements sont imputés au choix du receveur, sans préjudice de l'application de l'article 16.

Il en est de même lorsque la somme à imputer provient soit d'un remboursement de taxe, d'intérêts et de frais, soit d'une attribution d'intérêts moratoires.

Art. 16. Les paiements, les remboursements et les intérêts moratoires visés à l'article 15 sont imputés par priorité :

1° sur les frais de toute nature quelles que soient les taxes auxquelles ils se rapportent;

2° sur les intérêts de retard afférents aux taxes que le redevable déclare acquitter ou que le receveur entend apurer.

Art. 17. Toute somme à restituer ou à payer à un redevable dans le cadre de l'application des dispositions en matière de taxe régionale ou en vertu des règles du droit civil relatives à la répétition de l'indu peut être affectée, sans formalité, par le receveur à l'apurement, conformément aux articles 15 et 16, de la taxe en principal, intérêts et frais dus par ce redevable.

Art. 18. Le receveur impute les sommes qui lui sont versées suivant les règles fixées aux articles 15 et 16. Il en avise le redevable par écrit et lui restitue l'excédent éventuel.

Art. 19. Les bureaux de recettes des taxes et des redevances sont accessibles au public les cinq premiers jours ouvrables de la semaine de 9 à 12 heures, sauf les jours de congé officiels dans les Administrations régionales.

CHAPITRE VII. — *Recouvrement*

Section 1re. — Frais de poursuites

Art. 20. Les frais de poursuites visés à l'article 4, 2°, du décret, sont déterminés suivant les règles établies pour les actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale.

Art. 21. Les frais de poursuites sont à charge des redevables retardataires.

Section 2. — Effet du recours sur le recouvrement

Art. 22. Le fonctionnaire visé à l'article 55 du décret est le directeur de la Direction des Recettes de la Division de la Trésorerie.

CHAPITRE VIII. — *Sanctions administratives*

Art. 23. Le délégué du Gouvernement, visé à l'article 64 du décret pouvant statuer sur les requêtes ayant pour objet la remise des amendes fiscales et qui conclut les transactions avec les redevables, est l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 24. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 relatif au paiement par acomptes mensuels de la taxe sur les déchets non ménagers à charge de l'exploitant autorisé est abrogé.

Art. 25. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 fixant pour l'année 1992 le taux d'intérêt visé à l'article 34 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne est abrogé.

Art. 26. Sont abrogés dans l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 novembre 1991 relatif à la perception de la taxe sur les déchets en Région wallonne, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1998 :

1° l'article 1^{er};

2° l'article 2, §§ 1^{er}, 2 et 3.

CHAPITRE X. — *Disposition finale*

Art. 27. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

IV. IDENTIFICATION DU PROPRIETAIRE

Etes-vous le propriétaire des automates déclarés ? OUI/NON

Si vous n'en êtes pas le propriétaire, veuillez décliner l'identité de celui-ci :

Nom ou raison sociale :

Adresse :

Tél. : Télécopieur :

N° TVA :

Je soussigné(e),.....certifie que la présente déclaration, en ce y compris les documents transmis en annexe sur support papier et/ou informatique, est exacte et sincère.

Fait à

le

Nom, qualité et signature du (de la) déclarant(e),

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

Namur le 16 novembre 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

D. 2000 — 3190

[C — 2000/27570]

**16. NOVEMBER 2000 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung
und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region, insbesondere des durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 ersetzten Artikels 21 Absatz 2;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere der Artikel 2, 4, 2°, 6, 12, 18, 25 bis 27, 31, 55 und 64;

Aufgrund des am 28. Januar 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. März 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der wallonischen Regierung über den Antrag auf ein vonseiten des Staatsrates abzugebendes Gutachten innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 21. Juni 2000 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatrates Nr. L 30.068/2;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

Beschließt:

KAPITEL I — Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben;

2° Minister: der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören;

3° Einnehmer: der mit der Beitreibung der steuerlichen Forderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragte Beamte.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses sind die in den nachstehenden Artikeln erwähnten Dienststellen und Beamten diejenigen der Wallonischen Region.

KAPITEL II — Erklärung

Art. 3 - Die in Artikel 2 des Dekrets erwähnten Beamten, die damit beauftragt werden, die Erklärungen zu empfangen und zu prüfen, sind:

1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Beamten der Stufe 1 der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;

2° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, die Beamten der Stufe 1 der Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle).

Art. 4 - Das in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Muster der Erklärung zur Steuer auf Automaten wird dem vorliegenden Erlass als Anlage beigelegt.

In Abweichung vom vorigen Absatz sind die Muster der Erklärung zur Abgabe für Abfälle die Muster, die dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 zur Festlegung der Modalitäten für die Erklärung bezüglich der Abgabe für Abfälle als Anlage beigelegt sind.

Art. 5 - Die in Artikel 6 des Dekrets erwähnte Dienststelle, die mit der Übermittlung des Erklärungsformulars beauftragt ist, ist:

- 1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;
- 2° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, die Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets".

Art. 6 - Die in Artikel 12 des Dekrets erwähnte Dienststelle ist:

- 1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, die Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;
- 2° für die Anwendung der Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, die Direktion der operativen Planung der Abteilung Raumordnung und Städtebau;
- 3° für die Anwendung der Steuer auf verwaarloste Wohnungen in der Wallonischen Region, die Direktion der Qualität der Wohnverhältnisse der Abteilung Wohnungswesen;
- 4° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, die Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung für Abgabe auf Haushaltsabfälle und die Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des déchets" für die Abgabe für nichthäusliche Abfälle und die Abgabe auf Haushaltsabfälle unter dem Rechte der Strafgebühr.

KAPITEL III — *Heberollen*

Art. 7 - Die in Artikel 18 des Dekrets erwähnten Heberollen werden durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Anwendung der Steuer auf Automaten betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Raumordnung und Städtebau gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung für vollstreckbar erklärt, was die Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Wohnungswesen gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung für vollstreckbar erklärt, was die Steuer auf verwaarloste Wohnungen betrifft.

Sie werden durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung gebildet und für vollstreckbar erklärt, was die Abgabe auf Haushaltsabfälle betrifft; sie werden durch den Generalinspektor des "Office wallon des déchets" gebildet und durch den Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung für vollstreckbar erklärt, was die Abgabe auf Haushaltsabfälle unter dem Rechte der Strafgebühr und die Abgabe für nichthäusliche Abfälle betrifft.

Art. 8 - Die Steuern bzw. Abgaben werden auf den Namen der betroffenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen in die Heberolle eingetragen.

Steuern bzw. Abgaben zu Lasten von verstorbenen Steuer- bzw. Abgabepflichtigen werden auf den Namen der verstorbenen Person in die Heberolle eingetragen, mit dem Vermerk "Steuernachfolge" vor dem Namen und ggf. der Angabe der Person(en), die sich beim Beamten, der mit der Festsetzung der Steuer bzw. Abgabe beauftragt ist, als Erbe, Vermächtnisnehmer, Schenkungsempfänger oder Sonderbevollmächtigter gemeldet hat bzw. haben, nach dem Namen.

Die Identität dieser Personen ist genau einzutragen. Ist einer der Erben förmlich als Vertreter der Erbschaft bezeichnet worden, so erfolgt die Eintragung in die Heberolle nach folgender Formel: "Steuernachfolge X..., die Erben, vertreten durch..."

KAPITEL IV — *Beschwerdewege*

Art. 9 - Der Beamte, der damit beauftragt ist, über die in Artikel 25 bis 27 des Dekrets erwähnten Beschwerden zu entscheiden, ist:

- 1° für die Anwendung der Steuer auf Automaten, der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung;
- 2° für die Anwendung der Steuer auf stillgelegte Gewerbebetriebsgelände, der Direktor der Direktion der operativen Planung der Abteilung Raumordnung und Städtebau;
- 3° für die Anwendung der Steuer auf verwaarloste Wohnungen, der Direktor der Direktion der Qualität der Wohnverhältnisse der Abteilung Wohnungswesen;
- 4° für die Anwendung der Abgabe für Abfälle, der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung, was die Abgabe auf Haushaltsabfälle betrifft; der Direktor der Direktion der Wirtschaftsmittel des "Office wallon des Déchets", was die Abgabe für nichthäusliche Abfälle und die Abgabe auf Haushaltsabfälle unter dem Rechte der Strafgebühr betrifft.

KAPITEL VI — *Zinsen*

Art. 10 - Der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung kann unter den von ihm bestimmten Bedingungen die Befreiung der ganzen Verzugszinsen oder eines Teils davon gewähren.

KAPITEL VI — *Zahlungen und Quittungen*

Art. 11 - Die Steuer bzw. Abgabe ist dem Einnehmer zu zahlen.

Art. 12 - § 1. Die Steuer bzw. Abgabe ist dem Einnehmer folgenderweise zu zahlen:

- 1° mittels einer Einzahlung bzw. Überweisung auf das laufende Konto des Einnehmers;
- 2° mittels einer Postanweisung zugunsten des Einnehmers;
- 3° mittels eines vorher gekreuzten, bankbestätigten Schecks bzw. Scheckkartenschecks, der zugunsten des Einnehmers auf eine Krediteinrichtung, die Mitglied einer Abrechnungsstelle des Landes oder dort vertreten ist, ausgestellt wird.

§ 2. Der Abgabe- bzw. Steuerpflichtige muss die Art der aufgrund der Artikel der Heberolle gezahlten Abgabe bzw. Steuer auf das benutzte Zahlungsformular eintragen.

§ 3. Solange das Gegenteil nicht erwiesen wird, gilt das Folgende als maßgebend für die Zahlung:

- 1° was die Einzahlungen und Postanweisungen betrifft, die mit dem Datum versehenen Empfangsbestätigungen der Post;
- 2° was die Überweisungen und Schecks betrifft, die betreffenden Kontoauszüge und Anlagen.

Wenn der Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, welche Zahlungsbelege dafür maßgebend sind.

Art. 13 - Die Abgabe bzw. Steuer, deren Zahlung auf Antrag des Einnehmers durch einen Gerichtsvollzieher verfolgt wird, kann in Abweichung der Artikel 11 und 12 diesem Gerichtsvollzieher gezahlt werden.

Art. 14 - Die Zahlung der Abgabe bzw. der Steuer wird am folgenden Zeitpunkt wirksam:

1° für die in einem Postamt entweder durch Einzahlung oder durch Anweisung getätigten Zahlungen, am Tag, der von der Post auf dem Dokument als befreiendes Datum angegeben ist;

2° für die durch bankbestätigte Schecks bzw. Scheckkartenschecks getätigten Zahlungen, das Datum, an dem der Einnehmer den Scheck erhalten hat;

3° für die in Artikel 13 erwähnten Zahlungen und die Erträge der Pfändungen, das Datum, an dem der Gerichtsvollzieher die Gelder erhalten hat;

4° für die Überweisungen, das Datum des Kontoauszuges des Einnehmers, an dem die Zahlung gutgeschrieben worden ist.

Wenn der Minister eine andere Zahlungsweise erlaubt, bestimmt er, an welchem Datum die Zahlung wirksam wird.

Art. 15 - Der Abgabe- bzw. Steuerpflichtige kann bei jeder Zahlung angeben, welche Schuld er begleichen möchte, wenn er mehrere davon schuldet.

Mangels einer solchen Angabe, werden die Zahlungen vom Einnehmer nach Wahl angerechnet, unbeschadet der Anwendung von Artikel 16.

Dies gilt ebenso, wenn die anzurechnende Summe entweder von der Rückzahlung einer Abgabe bzw. Steuer, von Zinsen bzw. Kosten oder von der Gewährung von Aufschubzinsen stammt.

Art. 16 - Die in Artikel 15 erwähnten Zahlungen, Rückzahlungen und Aufschubzinsen werden vorrangig auf das Folgende angerechnet:

1° auf die Kosten jeglicher Art, welche auch die Abgaben und Steuern sind, auf die sie sich beziehen;

2° auf die Verzugszinsen für die Abgaben bzw. Steuern, die der Zahlungspflichtige begleichen bzw. der Einnehmer bereinigen möchte.

Art. 17 - Jede Summe, die im Rahmen der Anwendung der Bestimmungen in Sachen regionaler Abgaben oder aufgrund der Zivilrechtsregeln bezüglich der Rückforderung einer Nichtschuld einem Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen zurückzuerstatten oder zu zahlen ist, kann gemäß Artikel 15 und 16 durch den Einnehmer für die Bereinigung der von dem Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen geschuldeten Abgabe (Hauptschuld, Zinsen und Nebenkosten) ohne Formalität verwendet werden.

Art. 18 - Der Einnehmer rechnet die ihm eingezahlten Beträge nach den in Artikel 15 und 16 bestimmten Regeln an. Er informiert den Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen schriftlich und erstattet ihm den eventuellen Überschuss zurück.

Art. 19 - Die Einnahmeämter für Steuern und Abgaben stehen der Öffentlichkeit an den ersten fünf Werktagen der Woche von 9 bis 12 Uhr offen, außer an den offiziellen Urlaubstagen der regionalen Verwaltungen.

KAPITEL VII — *Beitreibung*

Abschnitt 1 — Vollstreckungskosten

Art. 20 - Die in Artikel 4, 2°, des Dekrets erwähnten Vollstreckungskosten werden nach den für durch Gerichtsvollzieher ausgeführte Handlungen in Zivil- und Handelsangelegenheiten festgelegten Regeln bestimmt.

Art. 21 - Die Vollstreckungskosten gehen zu Lasten der in Verzug geratenen Abgaben- bzw. Steuerpflichtigen.

Abschnitt 2 — Wirkung der Beschwerde auf die Beitreibung

Art. 22 - Der in Artikel 55 des Dekrets erwähnte Beamte ist der Direktor der Direktion der Einnahmen der Abteilung Finanzverwaltung.

KAPITEL VIII — *Verwaltungsrechtliche Strafen*

Art. 23 - Der in Artikel 64 des Dekrets erwähnte Beauftragte der Regierung, der über die Anträge auf Erlass der steuerlichen Geldstrafen entscheiden kann und die Vergleiche mit den Abgabepflichtigen abschließt, ist der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung.

KAPITEL IX — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen*

Art. 24 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 über die Entrichtung durch monatliche Anzahlungen der Abgabe für nichthäusliche Abfälle zu Lasten des zugelassenen Betreibers wird aufgehoben.

Art. 25 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 zur Festsetzung des in Artikel 34 des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region erwähnten Zinssatzes wird aufgehoben.

Art. 26 - Im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. November 1991 über die Erhebung der Abfallabgaben in der Wallonischen Region, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 1998 abgeänderten Fassung, werden die folgenden Artikel aufgehoben:

1° Artikel 1;

2° Artikel 2, §§ 1, 2 und 3.

KAPITEL X — *Schlussbestimmung*

Art. 27 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,

M. DAERDEN

IV. IDENTIFIZIERUNG DES EIGENTÜMERS

Sind Sie der Eigentümer der angemeldeten Automaten ? JA/NEIN

Wenn Sie nicht der Eigentümer sind, bitte die Identität des Eigentümers angeben:

Name oder Gesellschaftsbezeichnung:

Anschrift:

Tel: Fax:

MwSt. Nr.:

Ich Unterzeichneter(r), bestätige hiermit, dass die vorliegende Erklärung, einschließlich der beigefügten Unterlagen auf Papier und Datenträger, ehrlich und richtig ist.

Ausgefertigt in

Den

Name, Eigenschaft und Unterschrift des Meldepflichtigen

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben beigefügt zu werden.

Namur, den 16. November 2000

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

N. 2000 — 3190

[C — 2000/27570]

**16 NOVEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering
en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 21, tweede lid, gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, inzonderheid op artikelen 2, 4, 2°, 6, 12, 18, 25 tot 27, 31, 55 en 64;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 januari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 2000;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering betreffende de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een maximumtermijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, L.30.068/2, gegeven op 21 juni 2000, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsbepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen;

2° Minister : de Minister van het Waalse Gewest die bevoegd is voor financiën;

3° ontvanger : de ambtenaar die belast voor de invordering van belastingvorderingen ten gunste van het Waalse Gewest.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder "personeelsleden" de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — Aangifte van belasting

Art. 3. De in artikel 2 van het decreet bedoelde personeelsleden die belast zijn met het in ontvangst nemen en het nazien van de aangiften, bestaan uit :

1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de ambtenaren van niveau 1 van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;

2° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de ambtenaren van niveau 1 van de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen).

Art. 4. Het in artikel 6 van het decreet bedoelde aangifteformulier betreffende de belasting op de automaten wordt gevoegd bij dit besluit.

In afwijking van het vorige lid zijn de aangifteformulieren betreffende de belasting op de afvalstoffen dezelfde als degene die gevoegd zijn bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 tot vastlegging van de nadere regels voor de aangifte van de belasting op de afvalstoffen.

Art. 5. De in artikel 6 van het decreet bedoelde dienst die belast is met de aflevering van het aangifteformulier, bestaat uit :

- 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;
- 2° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" (Waalse Dienst voor Afvalstoffen).

Art. 6. De in artikel 12 van het decreet bedoelde dienst bestaat uit :

- 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;
- 2° voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, de Directie Operationele Inrichting van de Afdeling Inrichting en Stedenbouw;
- 3° voor de toepassing van de belasting op de verlaten woningen in het Waalse Gewest, de Directie Kwaliteit van het Woonmilieu van de Afdeling Huisvesting;
- 4° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belastingen op de huishoudelijke afvalstoffen, de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" wat betreft de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen die onder het strafheffingsstelsel vallen.

HOOFDSTUK III. — *Kohieren*

Art. 7. De in artikel 18 bedoelde kohieren worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie voor de toepassing van de belasting op de automaten.

Ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de Afdeling Inrichting en Stedenbouw en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten.

Ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de Afdeling Huisvesting en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de verlaten woningen.

Ze worden opgesteld en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen; ze worden opgesteld door de inspecteur-generaal van de "Office wallon des Déchets" en uitvoerbaar verklaard door de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen die onder het strafheffingsstelsel vallen en de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen.

Art. 8. De belastingen worden op de rol geplaatst ten name van de betrokken belastingplichtigen.

Wat betreft de belastingen ten laste van overleden belastingplichtigen, ze worden ingekohierd ten name van deze, voorafgegaan door het woord "Erfopvolging" en gevolgd door de eventuele vermelding van de persoon of personen die zich bekend hebben gemaakt bij de ambtenaar belast met de vestiging van de belasting als erfopvolger, legataris, begiftigde of bijzondere gemachtigde.

De identiteit van de personen wordt gedetailleerd. Als één van de erfopvolgers uitdrukkelijk werd aangewezen om bij plaatsvervulling op te komen, wordt de inkohiering uitgevoerd overeenkomstig de volgende formule : "Erfopvolging X..., de plaats van de erfopvolgers vervuld door..."

HOOFDSTUK IV. — *Rechtsmiddelen*

Art. 9. De ambtenaar die moet beslissen over de in artikelen 25 tot 27 van het decreet bedoelde beroepen bestaat uit :

- 1° voor de toepassing van de belasting op de automaten, de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie;
- 2° voor de toepassing van de belasting op de afgedankte bedrijfsruimten, de directeur van de Directie Operationele Inrichting van de Afdeling Inrichting en Stedenbouw;
- 3° voor de toepassing van de belasting op de verlaten woningen, de directeur van de Directie Kwaliteit van het Woonmilieu van de Afdeling Huisvesting;
- 4° voor de toepassing van de belasting op de afvalstoffen, de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie wat betreft de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen, de directeur van de Directie Economische Middelen van de "Office wallon des Déchets" wat betreft de belasting op de niet-huishoudelijke afvalstoffen en de belasting op de huishoudelijke afvalstoffen die onder het strafheffingsstelsel vallen.

HOOFDSTUK V. — *Interest*

Art. 10. Geheel of gedeelte van de nalatigheidsinterest mag vrijgesteld worden door de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie onder voorwaarden die hij vaststelt.

HOOFDSTUK VI. — *Betalingen en kwijtingen*

Art. 11. De belasting moet aan de ontvanger worden betaald.

Art. 12. § 1. De belasting moet aan de ontvanger worden betaald d.m.v. :

- 1° hetzij een storting of een overschrijving op de rekening-courant van de ontvanger;
- 2° hetzij een postwissel ten gunste van de ontvanger;
- 3° hetzij een gecertificeerde of betaalcheque, vooraf gekruist, getrokken ten gunste van een financiële instelling die aangesloten of vertegenwoordigd is bij een clearinginstelling van het land.

§ 2. De belastingplichtige moet de aard van de op grond van het kohierartikel betaalde belasting vermelden op het betalingsformulier.

§ 3. Behoudens tegenbewijs wordt bewijs van de betaling opgeleverd door de volgende stukken :

- 1° wat betreft de stortingen of postwissels, de door de Post gedateerde ontvangbewijzen;
- 2° wat betreft de overschrijvingen en cheques, de rekeningafschriften en de desbetreffende bijlagen.

Wanneer de Minister een andere betalingswijze toestaat, stelt hij de bewijskrachtige elementen daarvan vast.

Art. 13. De belasting waarvan de betaling, op verzoek van de ontvanger, vervolgd wordt door een gerechtsdeurwaarder, mag, in afwijking van artikelen 11 en 12, betaald worden in handen van die gerechtsdeurwaarder.

Art. 14. De betaling van de belasting heeft uitwerking met ingang van :

- 1° de door de Post vermelde datum voor de betalingen die uitgevoerd worden d.m.v. een storting of een mandaat;
- 2° de datum waarop de cheque werd gekregen door de ontvanger, voor de betalingen die uitgevoerd worden d.m.v. een gecertificeerde of gewaarborgde cheque;
- 3° de datum waarop de gelden afgegeven werden in handen van de gerechtsdeurwaarder, voor de in artikel 13 bedoelde betalingen en de beslagprodukten;
- 4° de datum van het rekeningafschrift van de ontvanger waarbij een betalingskrediet wordt verleend, voor de overschrijvingen.

Wanneer de Minister een andere betalingswijze toestaat, stelt hij de datum vast waarop de betaling uitwerking heeft.

Art. 15. De persoon die verschillende belastingen verschuldigd is, mag, bij elke betaling, vermelden welke belasting hij wenst te betalen.

Bij gebrek aan die vermelding worden de betalingen toegerekend naar keuze van de ontvanger, onverminderd de toepassing van artikel 16.

Hetzelfde geldt als het toe te rekenen bedrag voortkomt hetzij uit een terugbetaling van de belasting, interest en kosten, hetzij uit een toekenning van moratoriumsinteressen.

Art. 16. De in artikel 15 bedoelde betalingen, terugbetalingen en moratoriumsinteressen worden bij voorkeur toegerekend :

- 1° op alle kosten, ongeacht de belastingen waarop ze betrekking hebben;
- 2° op de nalatigheidsinteressen betreffende de belastingen die de belastingplichtige verklaart te betalen of die de ontvanger wil aanzuiveren.

Art. 17. Elk bedrag dat moet worden teruggegeven of betaald aan een belastingplichtige overeenkomstig de bepalingen m.b.t. gewestelijke belastingen of krachtens de regels van het burgerlijk recht betreffende de terugvordering van het niet-verschuldigde bedrag mag, zonder vormen, door de ontvanger aangewend worden, overeenkomstig artikelen 15 en 16, voor de aanzuivering van de hoofdbelasting, met interesten en kosten die door die belastingplichtige verschuldigd zijn.

Art. 18. De ontvanger rekent de hem gestorte bedragen toe overeenkomstig de in artikelen 15 en 16 vastgestelde regels. Hij stelt de belastingplichtige schriftelijk in kennis daarvan en geeft hem het eventuele overschot terug.

Art. 19. De ontvangkantoren der belastingen en retributies zijn toegankelijk voor het publiek op de eerste vijf werkdagen van 9 tot 12 uur, met uitzondering van de officiële verlofdagen in de gewestelijke Besturen.

HOOFDSTUK VII. — *Invordering*

Afdeling 1. — Vervolgingskosten

Art. 20. De in artikel 4, 2°, van het decreet bedoelde vervolgingskosten worden vastgesteld overeenkomstig de regels die gelden voor daden van gerechtsdeurwaarders inzake burgerlijke en handelsaangelegenheden.

Art. 21. De vervolgingskosten zijn ten laste van de belastingplichtigen met betaalachterstand.

Afdeling 2. — Gevolg van het beroep voor de invordering

Art. 22. De in artikel 55 van het decreet bedoelde ambtenaar is de directeur van de Directie Ontvangsten van de Afdeling Thesaurie.

HOOFDSTUK VIII. — *Administratieve straffen*

Art. 23. De in artikel 64 van het decreet bedoelde afgevaardigde van de Regering die mag beslissen over verzoeken die de kwijschelding van fiscale boeten ten doel hebben en die transacties aangaat met de belastingplichtigen, is de inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 24. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 betreffende de betaling bij maandelijke voorschotten van de belasting op niet-huishoudelijke afvalstoffen ten laste van de gemachtigde exploitant, wordt opgeheven.

Art. 25. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 tot vaststelling, voor het jaar 1992, van de interest bedoeld in artikel 34 van het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, wordt opgeheven.

Art. 26. Opgeheven worden in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 november 1991 betreffende de inning van de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1998 :

- 1° artikel 1;
- 2° artikel 2, §§ 1, 2 en 3.

HOOFDSTUK X. — *Slofbepaling*

Art. 27. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

IV. GEGEVENS M.B.T. DE EIGENAAR

Bent U de eigenaar van de aangegeven automaten ? JA/NEE

Indien U de eigenaar niet bent, gelieve de identiteit van deze aan te geven :

Naam of sociale reden :

Adres :

Tel. : Fax :

BTW-nummer :

Ondergetekende, bevestigt dat voorliggende aangifte, met inbegrip van de bijgevoegde gedrukte en/of elektronische documenten, waar en oprecht is.

Opgemaakt te

op

Naam, hoedanigheid en ondertekening van de aangever/aangeefster

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

Namen, 16 november 2000.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN



F. 2000 — 3191

[C — 2000/27569]

**16 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998
établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 18^{ter}, alinéa 3, inséré par le décret du 16 juillet 1998;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, notamment les articles 4, 1^{er} et 6^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 24 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2000;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, L.30.067/2, donné le 21 juin 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 établissant les modalités de déclaration à la taxe sur les déchets est remplacé par le texte suivant :

" 1^o Office : la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets. "